Les technologies sauveront-t-elles le monde ? Constituent-elles un moyen de résoudre les problèmes qui se posent à l'humanité, sinon une voie royale pour l'émancipation ? Rien n'est moins sûr, tant ces technologies sont enserrées dans un système économique et politique, le capitalisme, dont les logiques sont étrangères à la satisfaction des besoins humains fondamentaux.

***

Evgeny Morozov, chercheur spécialiste des imbrications techniques et politiques, s'est plongé un temps dans l'analyse des tréfonds de la Silicon Valley. Ses conclusions furent aussi précises que cinglantes. Les figures de proue de la « tech » californiennes sont atteintes d'un mal profond, d'une pathologie avérée, « le solutionnisme technologique ». Morozov en donne une définition très nette dans son ouvrage paru en 2014 intitulé *Pour tout résoudre cliquez ici*[1]. Il est l'affirmation que pour chaque problématique il existe une solution d'ordre technologique. Bien au-delà d'un simple argument marketing, le solutionnisme est une « idéologie » au sens large pour ses porte-étendards.

Loin de vouloir régler exclusivement les problématiques d'individus isolés, le solutionnisme, et c'est peut-être là tout l'enjeu, a pour finalité de résoudre les maux profonds des institutions, du monde dans sa globalité. Mark Zuckerberg, icône du genre à la tête du réseau social Facebook, déclare : « On ne se réveille pas avec comme objectif principal de gagner de l'argent ». Ce qui le meut, c'est le « désir de résoudre des problèmes au niveau global »[2]. Ce n'est donc pas directement l'appât du gain qui animerait ces grands patrons mais bien une forme d'humanisme et de philanthropie bien à eux.

Mais la technologie peut-elle pour autant tout résoudre ? Devant l'omniprésence de ces firmes et leur vision, quelles conséquences sur les populations et les modes d'organisation ? Quelle place pour l' « humain » dans ce nouvel ordre numérique ? Afin d'apporter certains éléments de réponse, l'exposé suivant, qui se présente avant tout comme un travail de synthèse, essayera de retracer l'origine d'une telle pensée, pour ensuite démontrer certaines de ses contradictions et enfin tenter d'évaluer son danger possible sur nos sociétés et institutions politiques.

Certains pourront trouver le concept de solutionnisme technologique développé par Morozov comme peu original ou comme désignant une dérive qui n'est pas l'apanage des cadres de la Valley. Il est vrai que des auteurs comme Jacques Ellul[3] mais aussi Gilbert Simondon ou encore Henri Lefebvre[4] posaient peu ou prou les mêmes constats il y a plus de soixante ans. Ellul par exemple avait compris toute l'ambivalence des dispositifs techniques et qu'ils provoquent autant de problèmes qu'ils semblent en résoudre. Il ajoutait, avec une grande clairvoyance, qu'il fallait inverser l'ordre d'interdépendance des éléments et que bien souvent la solution précède les problèmes.

Mais tout cela n'enlève rien à la tendance lourde observée chez ces grands patrons. Une tendance qui semble s'exacerber avec son lot de spécificités propres à notre époque. L'absence d'originalité revient plutôt aux dirigeants de Valley pour penser que leurs idéaux font preuve d'une innovation renversante. La confiance dans le progrès, le fait d'attribuer à la Technique des vertus morales rappellent sans nul doute Saint Simon, Auguste Comte, ou encore Albert Ducrocq plus proche de nous.

Le terme de solutionnisme reste raisonnablement compréhensif et offre une grille d'analyse suffisamment robuste pour éclairer le débat, raison pour laquelle il a été retenu voire étendu dans ce texte pour désigner cette tendance globale, cette foi quasi religieuse dans

les dispositifs technologiques et leurs vertus.

Origines

Première pierre

Au départ de l'ode solutionniste et autres mythes de la Valley se trouve l'université de Stanford, pierre angulaire du dispositif, fondée par un magnat du ferroviaire du même nom en 1891[5]. Fort d'un pôle académique d'excellence, le biome, qui prendra très tôt un virage technologique, ne tarde pas à se développer. Des figures comme Frederick Terman ou encore William Bradford Shockley, prix Nobel de physique pour ses travaux sur « l'effet transistor »,[6] donnent leurs lettres de noblesse à l'institution. Une dynamique qui mènera le lieu, au travers du Stanford Research Park (1953), à faciliter l'essaimage des projets de recherches universitaires vers l'industrie.

En quête de liberté

Milieu des années 1960, les dynamiques et doctrines évoluent. Berkeley n'est pas loin et le mouvement du « *free speech* » embrase le reste des universités de la côte ouest. Très vite, une majorité de la jeunesse du pays milite contre les lois Jim Crow et la guerre au Vietnam[7]. L'envie de bouleverser les codes, d'imposer de nouveaux paradigmes galvanise les foules. Les revendications germent et avec elles les envies de renverser la table de l'ancien monde. La Californie devient en quelques années à peine un creuset pour ces utopistes. Les communautés hippies se multiplient et expérimentent des nouveaux modes de vie. Partout dans le pays surgissent ces bulles utopiques guidées par l'éveil des consciences et la quête de liberté. Très vite cependant, les îlots se relient entre eux, échangent grâce aux technologies de communication, radio en tête. Un réseau anarchique de communautés se développe alors sous les auspices de la théorie cybernétique. Au sommet de cette pyramide culmine pourtant une simple publication, le « Whole Heart Catalog ».

Cet ouvrage initialement destiné à la vie en communauté hippie va devenir avec le temps une bible du « do-it-yourself » (bricolage autonome) écoulée à plusieurs millions d'exemplaires. Le fonctionnement du catalogue est assez novateur pour l'époque : sorte de plateforme collaborative avant l'heure, les lecteurs participent à l'enrichissement de l'ouvrage en suggérant des améliorations ou en publiant les conversations entre membres de communautés.

Dans son essai très complet, *Aux sources de l'utopie numérique*[8], Fred Turner revient sur le personnage à l'origine de cette initiative, Steward Brand, créature fantasque ayant d'abord évolué dans l'ombre des pères fondateurs de la « beat generation » comme W. Burroughs ou K. Kesey. Fasciné par les expériences multi-sensorielles que procurent les drogues de synthèse, il voit dans les dispositifs technologiques naissants un moyen d'amplifier ses « *acid trips* ». Brand est donc un touche-à-tout naviguant entre scène artistique et milieux scientifiques « Stanfordiens » où il étudie la biologie. Il développe ainsi des connexions solides dans les différentes sphères, si bien qu'à la fin des années 1960, il n'a plus qu'un seul objectif, relier communautés hippies et culture cybernétique.

Malgré le caractère incongru du projet, Brand n'y trouve rien de contradictoire, bien au contraire. Si les opiacés et le LSD permettaient d'ouvrir les portes d'une nouvelle perception, l'idéal cybernétique défendu par la jeune garde technicienne perpétue assurément cette même démarche. C'est d'ailleurs l'un des grands apports du livre de F. Turner. Il a su complexifier la pensée de la contre-culture américaine des années 60, souvent dépeinte comme anti-technologique. Toute sa démonstration consiste à montrer que c'est par cette branche de la contre-culture américaine, celle du zen, du LSD, des happenings et des petites communautés pastorales autogérées, que va s'opérer un mouvement de rapprochement de la jeunesse américaine avec les technologies naissantes de l'informatique.

La technique devient donc, comme le souligne lui aussi Jonathan Bourguignon dans son *Internet Année Zéro*[9], le vecteur de l'émancipation et de la liberté à l'image des drogues quelques années plus tôt. Trip sous acide et cyberespace se rejoignent alors. Brand expose ainsi au monde le « hacker », figure révoltée, sorte de pionner d'une nouvelle frontière électronique, où la technique semble déjà être le vecteur salvateur du monde en devenir.

Brand n'aura alors de cesse de promouvoir son idéal, convaincu des possibilités infinies de l'outil informatique. En 1984, le voilà aux commandes de la première « hackers conference », qui se donne pour objectif d'énoncer « l'éthique hacker ». Ancienne et nouvelle génération viennent ainsi communier, avec dans l'audience ce jour-là un certain Steve Wozniack, futur créateur d'Apple aux côtés de Steve Jobs. Brand, alors en pleine ascension, déclara lors de l'évènement « d'une part l'information veut coûter cher, car elle a beaucoup de valeur […] d'autre part elle veut être libre »[10]. Un an plus tard, Brand s'associera avec Larry Brillant, alors épidémiologiste et futur directeur de la branche philanthropique de Google. Visionnaire, si l'on peut dire, quand on sait comment Google et les autres plateformes actuelles monopolisent et monétisent la donnée. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Cet « écosystème » propice fait en tout cas naître une génération à la recherche de libertés protéiformes. Leur quête résonne alors plus que jamais dans cette Amérique en proie au changement. Brand et ses camarades vont promouvoir un nouvel environnement du cyberespace et avec lui une nouvelle vision de la propriété. Il faut créer de nouveaux biens, de nouveaux réseaux, de nouvelles infrastructures. Avec l'éthique hacker, les bases du nouveau modèle sont désormais établies. L'individu saisira la technologie comme totem pour s'émanciper, fonder un nouvel idéal et résoudre les problématiques du monde. La graine solutionniste venait de germer.

Contradictions

L'énigme Ayn Rand

Par-delà « l'éthique hacker » s'ajoute à l'idéologie de la Valley les pensées d'une figure importante. Steve Jobs (Apple), Travis Kalanick (Uber), Jimmy Wales (Wikipedia) ou encore Peter Thiel (ex Paypal et actuel Palantir) ont tous avoué leur attirance pour les idées de la « prêtresse » Ayn Rand. Intellectuelle iconoclaste, Ayn Rand fut une précurseure de la mouvance libertairienne américaine. Inventrice autoproclamée de « l'objectivisme », elle jouit d'une certaine notoriété grâce notamment à son roman *La Source vive*, publié en 1943, qui connaît un succès retentissant aux États-Unis. Mais au-delà de ce culte apparent,

les préceptes objectivistes ont-ils véritablement pénétré les cerveaux de la Valley ? Il semble difficile de répondre par une affirmation nette et tranchée à cette question. Yaron Brook, directeur exécutif de l'institut Ayn Rand, abonde en ce sens et déclare « Ils (les patrons de la Silicon Valley) restent en surface et croient qu'il s'agit simplement de se dire : 'Je dois agir, être entreprenant, monter une boîte' »[11].

En surface

L'objectivisme, la « philosophie » de Rand, milite pour une réalité indépendante de l'esprit (réalité objective) dans laquelle l'Homme se limite à la recherche de son propre bonheur autrement appelé « égoïsme rationnel »[12]. D'après elle, le seul système social compatible avec l'égoïsme rationnel est le « laissez-faire capitaliste ». Autrement dit, seul un marché tout puissant est à même de garantir le bonheur de l'humanité. Un dessein qui séduira évidemment les patrons de la Valley.

Mais après une lecture appuyée des textes de l'auteure, le « laissez-faire capitaliste » n'est en réalité que la résultante d'un premier principe. Rand, pétrie de tradition aristotélicienne, défend avant tout un modèle de vertu. Les grands patrons dans leur précipitation n'ont retenu, consciemment ou non, que les conditions permettant l'avènement d'un tel idéal, à savoir un libéralisme économique dérégulé. Dans son essai publié en 1964, *La Vertu d'égoïsme*, Rand délimite d'une manière plus nette les contours de l'objectivisme.

Comme le rappelle clairement Alain Laurent dans *Ayn Rand ou la passion de l'égoïsme rationnel*[13], bien plus qu'une ontologie ou une métaphysique, c'est bien d'une éthique dont il s'agit. L'auteure y défend l'idée que l'homme « ne peut subordonner sa vie au bien-être d'autrui ». Le soulagement des souffrances des autres n'est aucunement sa préoccupation première. *Quid* alors de ces patrons de la Silicon Valley cherchant à résoudre les problèmes du monde ? Les pseudo-élans sacrificiels défendus par certains sont donc incompatibles avec la philosophie « randienne ».

Dans le même temps, l'homme d'affaires qui ne vivrait que pour son propre intérêt, dans le seul but d'accroitre sa richesse en exploitant autrui est lui aussi hors des clous. L'idéal sociétal randien se construit autour « d'hommes libres disposant d'eux-mêmes ». Ces hommes « vertueux » au sens randien, lorsqu'ils entrent en relation, se doivent d'être dans un mode « gagnant-gagnant » (*win-win*). Rand, toujours dans *La Vertu d'égoïsme*[14], dénonce, aussi surprenant que cela puisse paraître : « chaque être humain vivant est une fin en lui-même, non le moyen pour les fins ou le bien-être des autres. Ainsi, l'homme doit vivre pour son propre intérêt, ne sacrifiant ni lui-même aux autres ni les autres à lui-même ». Qu'en est-il alors d'individus exploitant d'autres individus comme moyen pour servir leur propre intérêt ? Travis Kalanick ou encore Jeff Bezos se devraient de réfléchir à cette question.

Entendons-nous bien, Rand a probablement produit avec l'Objectivisme « la pire philosophie d'après-guerre », pour reprendre les mots de Georges Monbiot[15]. Mais constatons que ses préceptes ont été bien souvent tronqués ou déformés par nos fameux grands dirigeants et font, malgré le culte qu'ils semblent éprouver à l'égard d'Ayn Rand, de piètres herméneutes.

Cet aparté pourrait paraître anecdotique mais est en un sens important pour introduire les nombreuses contractions qui parcourent l'idéologie de la Valley. Il aura permis de mettre

en exergue la culture de surface qui anime nombre de ces cerveaux. Le célèbre mantra de Mark Zuckerberg, « *Move fast and break things* », que l'on pourrait traduire par « avancer rapidement et casser les codes », semble vouer un culte à la vitesse. Une propriété qui empêche parfois d'aller au fond des choses et précipite bien souvent la chute. Face à ces approximations en tout genre, ceci nous amène à poursuivre encore davantage notre travail d'énumération des contradictions et la dangerosité d'une telle doctrine.

Puissance publique

Alors que l'Arpanet disparaît au profit du World Wide Web, les années 1990 sont le théâtre d'une translation des enjeux politiques et économiques aux États-Unis. Malgré un contexte morose, les investissements vers les nouvelles technologies frétillent, perçus comme une porte de sortie au marasme économique de l'époque (« tech bubble » ou Bulle technologique)[16]. L'élan général voit apparaître diverses organisations dont en 1993 la Progress Freedom Foundation (PFF), *think tank* basé à Washington et acteur important de la révolution numérique en cours. Elle se fixe pour mission rien de moins que « l'éducation » des décideurs politiques, des leaders d'opinion et du public sur les questions associées au changement technologique, sur la base d'une philosophie de gouvernement limité, de marchés libres et de souveraineté individuelle.

Acteur financé sans surprise par l'industrie des médias numériques et de la communication, la PFF organise une conférence le 23 et 24 août 1994 qui entre dans l'Histoire. Intitulée « Cyberspace and the American Dream », elle débouche sur un ouvrage sous-titré « The Magna Carta for the Knowledge Age ». Dix ans après la constitution de l'éthique des hackers, une partie de nos idéalistes techniciens s'allie aux conservateurs et pose les bases d'un nouveau contrat social profondément libertarien confondant liberté individuelle et liberté d'entreprendre dans un marché dérégulé. Parmi les signataires de la publication, on retrouve George Gilder, Alvin Toffler ou encore Esther Dyson, tous commentateurs, essayistes ou investisseurs d'influence majeure comptant bien étendre leur vision.

Bill Clinton, fervent défenseur des technologies de l'information, persuadé qu'elles constituent le moteur de croissance américaine, sera le premier à ouvrir la voie à ce « consensus de la Silicon Valley ». Après un premier mandat, somme toute classique, fait d'interventionnisme étatique renforcé doublé de politiques protectionnistes envers les secteurs technologiques émergents[17][18], le second marquera en revanche un basculement radical[19] en faveur de la Magna Carta (pour ne rien arranger, le Congrès passe dans les mains des Républicains en 1995). Forte de son influence auprès des plus hautes sphères, voilà Clinton le technophile délestant les marchés de réglementations excessives, laissant la main non plus au gouvernement mais aux entreprises privées (Telecommunication act, 1996).

L'intervention publique change donc du tout au tout. L'important n'est plus d'avoir un leadership technologique mondial soutenu par l'État mais de créer un environnement propice à la révolution technophile globalisée. Finies donc les contraintes sur les marchés, les gouvernements doivent se garder de toutes restrictions abusives et adouber la toute-puissance de l'Internet. Les politiques industrielles globales sont abandonnées au profit des préceptes similaires à ceux de la PFF. Michel Ktitareff résumait la situation dans un article des *Échos* de 1998[20] : « Le président Clinton a donc abreuvé de mesures fiscales favorables les laboratoires des entreprises développant de nouveaux produits, mais également les firmes de capital-risque. Ainsi, sont fiscalement favorisés ceux qui financent

à long terme des sociétés qui elles-mêmes investissent leurs fonds dans les technologies qui leur semblent les plus prometteuses ».

Une tendance qui deviendra effectivement monnaie courante sous l'ère Clinton, avec pour nouveau point d'orgue la création du fonds d'investissement (capital-risque) de la CIA, In-Q-Tel, en 1999. Olivier Tesquet, dans son ouvrage *À la trace, Enquête sur les nouveaux territoires de la surveillance*[21], revient ainsi sur l'aventure de George Tenet, alors numéro un de l'agence. À l'aube du nouveau millénaire, l'obsolescence des outils technologiques de l'agence se fait sentir. Pour y remédier, elle décide d'aller frapper aux portes du vivier des start-up naissantes. L'objectif est clair et précis, financer les compagnies émergentes de la « tech » afin d'entrer au capital et d'inférer sur les futurs développements. Durant cette période mouvementée pour les agences de renseignements, entreprises privées et organisations gouvernementales multiplient à nouveau les échanges. Vingt ans plus tard, l'opération s'avère être un « franc succès » puisque le fond supportera quelque 171 start-up avec des pointures comme Facebook, KeyHole, Gemalto ou encore Palantir Technologie. Le « Patriot act » de 2001 viendra renforcer ces alliances et débouchera sur des scandales tels que l'affaire Snowden.

Face à un tel constat, comment ne pas remarquer l'omniprésence de l'appareil étatique à tous les niveaux, balayant d'un coup net toutes les déclamations sur le « self-made-man », cet individu quasi prophétique promu par les adorateurs des start-up ayant, par la seule force de la méritocratie, déplacé les montages du paysage numérique? Le gouvernement, comme nous venons de le voir, participe en réalité, par différents leviers, à ouvrir la voie à ces entrepreneurs. De plus, c'est bien souvent le monde universitaire qui défriche en premier lieu la jungle technologique et la start-up, financée par un système de capital-risque abondant (parfois en provenance de l'État), n'arrive qu'en bout de chaîne, exploitant les découvertes dans des applications plus réduites. Toutes les grandes multinationales sous bannière étoilée se reposent donc au moins en partie sur des découvertes financées par l'impôt. S'il n'y a pas de capitalisme sans État, il n'y a pas non plus de GAFA sans ce dernier. Ces individus ayant pour haine l'interventionnisme étatique se retrouvent à être engraissés par le contribuable. Même bilan avec leur idéal de sainte concurrence économique quand les politiques mettent en place des conditions favorables doublées de protectionnisme. Énième contradiction pour ces « égoïstes randiens ».

Mais le mal est fait, les *think tanks* ont œuvré, les politiques publiques ont adoubé et l'OCDE se fait le relais de ces mythes racoleurs en provenance de Californie. Ni l'explosion de la bulle internet, ni la crise de 2008 ou celle de la COVID n'aura eu raison de son programme. La célèbre organisation internationale, dans un papier de juillet 2021 intitulé « Making life easier, richer and healthier : Robots, their future and public policy »[22], écrivait dès la synthèse du document : « Les progrès de la robotique contribueront à rendre la vie plus facile, plus riche et plus saine. Le déploiement des robots contribuera à accroître la productivité du travail. Avec les avancées de la science et de l'ingénierie, ceux-ci sont appelés à tenir une place centrale dans la gestion des crises, qu'il s'agisse de la lutte contre les maladies infectieuses ou du maintien en fonctionnement des infrastructures critiques ».

Mais cette quête vers l'amélioration de la qualité de vie est-elle bien réelle ? La technologique va-t-elle permettre d'assouvir les désirs d'émancipation et de liberté humaine ? Après avoir relevé certaines contractions dans leur rapport à l'interventionnisme étatique, attaquons-nous maintenant à ces nouvelles questions au travers du cas particulier des plateformes numériques, dernières nées dans le paysage numérique mondial.

Vers davantage d'émancipation ?

1998, Larry Page et Sergey Brin fondent Google dans un garage en Californie. Ces deux doctorants de Stanford lancent leur propre moteur de recherche et repensent complètement le modèle de l'époque en analysant les relations entre sites web (liens hypertextes) plutôt que d'indexer des sites les uns à côté des autres. Devant la longueur d'avance prise sur la concurrence par Google en à peine deux ans d'existence, les fonds d'investissement ne tardent pas à se manifester et ce malgré un contexte économique défavorable[23] (les valeurs des stocks technologies s'effondrant en ce début de XXIe siècle). Mais même si le jeu du capital-risque s'affaire, plus personne ne veut miser sur une entreprise au devenir incertain. Il faut rentabiliser l'affaire et la publicité advient comme la solution.

C'est ici qu'entre en jeu Eric Schmitt, chargé de repenser en profondeur le modèle. Si Google avait bien depuis ses débuts une régie publicitaire (Adwords) vendant au plus offrant les fameux « mots-clés », le mécanisme mis en place par Schmitt vient modifier en profondeur la logique de la firme. Ainsi, comme le rappel Jonathan Bourguignon[24] : « Auparavant, celui qui annonçait la plus forte mise gagnait l'enchère, donc le droit d'afficher un résultat de recherche sponsorisé. Google était payé lorsque l'internaute cliquait sur la publicité. Désormais, l'enchère est accordée non à l'annonceur le plus offrant mais à celui dont l'enchère pondérée par la probabilité que l'utilisateur clique sur la publicité est la plus élevée. C'est-à-dire que pour deux enchères égales par ailleurs, Google montrera à l'internaute celle qui a le plus de chances de lui plaire. »

Afin de maximiser ses profits, Google va donc devoir capter un maximum d'informations sur ses utilisateurs de manière à leur suggérer la « meilleure » publicité possible. Le système en vient à reposer sur une collecte massive de données personnelles. Autrefois simples déchets de navigation, les voilà une véritable mine d'or. Une pratique qui va se généraliser et en devenir une caractéristique essentielle.

Commençons par prendre la définition d'une plateforme, proposée par le philosophe Nick Srnicek dans son livre *Capitalisme de plateforme*[25]. Il la définit comme : « une infrastructure numérique qui met en relation au moins deux groupes d'individus ». Selon Srnicek, les conditions économiques aux États-Unis que nous décrivions précédemment (baisse de rentabilité du secteur industriel ; émergence de la bulle technologique dans les années 1990 ; dérégulation) ont permis au capitalisme de trouver dans la « donnée » un second souffle. Ce nouveau modèle économique, la plateforme, outre la mise en contact d'individus va donc se baser sur la captation, l'analyse et l'exploitation des données de ces derniers[26]. Srnicek, dans son ouvrage, distingue également cinq catégories de plateforme :

- Plateforme publicitaire (type Google ou Facebook qui consiste à extraire de l'information pour vendre de l'espace publicitaire),
- Plateforme « *cloud* » ou nuagique (type Amazon Web Services… qui loue de l'équipement à la demande),
- Plateforme industrielle (type GE ou Siemens qui visent à transformer la production industrielle en processus produisant des données),
- Plateforme de produits (type Netflix ou Spotify qui transforment les produits en service sous forme de location ou d'abonnement),
- Plateforme allégée (type Uber ou Airbnb qui réduisent les actifs au minimum et

dégagent des profits en baissant au maximum leurs coûts de fonctionnement).

Aussi éclairante soit-elle, cette typologie ne s'avère pas complètement exhaustive sur le sujet, et l'on complétera par les plateformes dites de « micro-travail » type Amazon MTurk. Nous y reviendrons.

Passé cette remarque, Srnicek, comme beaucoup, démontre la tendance monopolistique de ces firmes. Une spécificité relevée également par Cédric Durand dans *Techno-féodalisme*[27], où l'auteur cherche, comme il l'explique lui-même, « le repérage des caractéristiques du féodalisme » pour « mieux comprendre les mutations du capitalisme contemporain »[28]. Une démarche originale, dont il ne nous appartient pas ici d'examiner la pertinence. Ce qui nous intéresse, c'est avant tout son analyse des conséquences que provoquent ces monopoles. D'après lui, cette domination permet l'accumulation d'une richesse rentière. La plateforme, par la position particulière qu'elle occupe sur les marchés, parvient à entretenir la rareté des ressources (données) et in fine d'en dégager une rente. L'on entraperçoit alors l'analogie féodale où le seigneur tire son revenu de l'emprise qu'il exerce sur un territoire. En déroulant son parallèle, Durand a en effet perçu que cette captation constituait un moyen de survivance pour le système capitaliste, confronté à la chute des gains de productivité dans les secteurs industriels traditionnels. Un constat qui fait écho à celui de Srnicek pour qui les entreprises technologiques, pour faire face à l'austérité des crises économiques, ont eu recours à la thésaurisation à outrance.

Toutefois, comme nous l'avons vu dans la note de synthèse de l'OCDE, la technologie est toujours perçue comme vecteur de productivité, de croissance infinie, prolongeant l'ontologie d'émancipation et de liberté de la contreculture des années 60. Robert Solow avertissait pourtant dès la fin des années 80, au travers de son célèbre paradoxe : « Les nouvelles technologies sont partout, sauf dans les statistiques de productivité ». Un constat toujours d'actualité et que certains économistes[29] prolongent encore aujourd'hui (« Nouveau paradoxe de la productivité »). Ils montrent ainsi aisément que les technologies numériques n'ont qu'un effet temporaire sur la productivité (dix ans aux États-Unis : 1995-2005) et que leurs impacts sont beaucoup plus faibles que celui des vagues d'innovation précédentes.

De plus, le poids des TIC (Technologie de l'information et de communication) est relativement faible dans le PIB états-unien ou français (7,1 % ; 5,8 %). Un ralentissement qui vient s'expliquer notamment par les tendances rentières dénoncées par Durand. En effet, la maîtrise des données massives, comme le montre le modèle des deux économistes, permet aux firmes dominantes de consolider leurs marchés par le jeu des rendements d'échelle croissants ; de plus, le monopole des actifs intangibles comme les brevets freine le développement et rompt une nouvelle fois avec l'éthique de libre circulation de l'information. Mais ce n'est pas tout.

En effet, pour Durand (comme pour beaucoup de spécialistes de la question), par-delà le caractère rentier des plateformes, ces dernières entretiennent un rapport de dépendance avec l'utilisateur. Ainsi, prenant l'exemple d'Amazon, l'auteur nous dit que l'objectif n'est pas de vendre et de livrer des livres, mais de « transformer les conditions cognitives d'accès aux marchandises par le biais de la contextualisation »[30]. Autrement dit, si le serf était attaché à la glèbe du domaine seigneurial, le consommateur l'est également des services offerts par la plateforme, prolongeant ainsi l'analogie.

Shoshana Zuboff, professeure émérite à l'université de Harvard, abonde en un sens dans cette même direction et estime que Google et autres géants du web sont devenus de

véritables « mercenaires de la personnalité ». Dans son livre à succès, *L'Âge du capitalisme de surveillance*[31], Zuboff met en garde : l'expérience humaine, cette matière première, serait d'après elle traduite en données comportementales. De manière plus explicite, chaque « j'aime », chaque commentaire sur les plateformes représente un « surplus comportemental » étudié par les d'algorithmes prédictifs. C'est donc bien ces « surplus comportementaux » qui sont exploités, faisant basculer le consommateur non plus dans un cyberespace libre et émancipé comme le veut la doctrine de la Valley mais bien dans un monde de la surveillance où la firme serait non seulement capable de savoir ce que vous aimez, mais également de prédire et d'orienter votre prochain achat. Un constat que l'on pourrait rapprocher sans mal avec la notion de « gouvernementalité algorithmique » développée par Antoinette Rouvroy[32].

Mais dans toute sa clairvoyance, le modèle de Zuboff semble manquer un élément essentiel. Ainsi, dans son monde, il n'existe que des entrepreneurs et des consommateurs. Si le capitalisme de surveillance constitue bien une menace pour la liberté et une contradiction majeure au sein de la pensée de la Silicon Valley, jamais le paysage qu'elle décrit ne fait apparaître le point de vue des travailleurs au sein de ces machineries technologiques. Si le consommateur ne semble plus maître de son destin, qu'en est-il de l'employé ? Les robots et le progrès, comme le prédit l'OCDE, vont-ils à l'image d'anciennes rhétoriques délivrer le prolétariat de son aliénation ? Rien n'est moins sûr.

Pour Antonio Casilli, sociologue, la question n'est en tout cas pas de savoir si les robots sont une menace pour l'emploi salarié. Le problème immédiat se situe selon lui dans la fragmentation des emplois en micro-tâches externalisées et dans le démantèlement des salaires par des micro-paiements[33]. Cette tendance forte, nous dit-il, est directement induite par les modèles économiques des grandes plateformes numériques de la Valley ayant émergé il y a 15 ou 20 ans.

Au-delà des spécificités décrites précédemment, Casilli démontre que l'autre grande particularité de ces structures (du moins pour les plateformes allégées, publicitaires et industrielles, si l'on reprend la typologie de Srnicek) réside dans leur *business model*, où la structure délègue la majeure partie de la production de valeur à leurs utilisateurs. Dans le cas des plateformes « publicitaires » (Google, Facebook..) c'est en effet l'utilisateur qui place ses photos sur Facebook, qui rédige ses tweets, et qui *in fine* alimente la machine en données. Ces mêmes données sont ensuite utilisées pour en générer de nouvelles ou tout simplement revendues pour dégager un bénéfice.

Ces plateformes ont donc si elles veulent attirer un grand nombre d'utilisateurs (et engranger leurs données personnelles) tout intérêt à normaliser, à simplifier à l'extrême la manière de produire la donnée (micro-tâche). Cette dynamique en apparence anecdotique a en réalité métamorphosé les gestes productifs humains et déstabilisé le monde du travail traditionnel.

La grande force de Casilli, contrairement à Zuboff, a été de montrer ces impacts mais également de questionner cette création de données. Si elles sont synonymes de valeur, dois-je considérer les actions pour les produire (j'aime, commentaires, photos) comme un travail au sens propre ? Si oui, alors dois-je être rémunéré.e en conséquence ? Casilli révèle également la supercherie de ces plateformes consistant à faire passer cette création de valeur (micro-tâche) pour « ludique » ou insignifiante, ne nécessitant, selon elles, aucune ou très peu de contrepartie. Mais son étude ne se limite pas aux simples réseaux sociaux. Ce « travail numérique » (« *digital labor* ») ne peut se borner au « travail gratuit » d'utilisateurs de plateformes « sociales ». Si l'adolescent obnubilé par les « j'aime »

représente bien une facette du *digital labor*, un autre versant ne doit pas être oublié.

Livreurs, chauffeurs, coursiers (Uber, deliveroo) mais aussi travailleurs du clic ou « micro-travailleurs » (Amazon Mechanical Turk, Remotasks), tous ces individus placés dans l'arrière-boutique du capitalisme des plateformes se situent à l'autre bout d'un même spectre. Casilli est affirmatif, le *digital labor* doit être vu comme un continuum entre activités non rémunérées et activités sous-payées. Sciemment dissimulés, ces travailleurs d'un genre nouveau regroupent des catégories de personnes sous-classées bien souvent dans la périphérie du monde occidental, contraintes à effectuer des tâches rébarbatives et sous-payées, « destinées » à entrainer les algorithmes.

Ceci rejoint le constat de Srnicek sur une population « excédentaire de plus en plus désespérée », devenue presque obligée de recourir à ce labeur numérique. En revanche, notons que le Britannique paraît plus sceptique quant au concept du « *digital labor* » défendu par Casilli. Chez lui, l'exploitation, la sous-traitance n'est pas spécifique au monde du numérique. Effectivement, qui plus est, la précarisation de l'emploi n'est pas uniquement imputable aux plateformes, cependant le numérique exacerbe ces tendances en y ajoutant par-dessus une surveillance généralisée. Ici, on pourrait donc étendre le constat de la surveillance du consommateur défendu par Zuboff au travailleur.

En résumé, contrairement à ce que certains prédicateurs défendent aujourd'hui, la digitalisation du travail n'a pas signé la disparition du travailleur au profit d'un robot et elle ne l'a pas non plus débarrassé de l'aliénation. L'économie de plateforme n'a pas fait disparaître le travailleur, elle l'a, dans la plupart des types de plateformes, « invisibilisé » (voir tout simplement nié, comme pouvait l'écrire Marx dans les *Manuscrits* de 1857-58), le plaçant, comme nous l'avons vu avec les travaux de Casilli, dans une position presque « quantique », à la fois dans et hors du travail ou plutôt dans le travail mais hors du salariat.

Derrière la promotion du mythe du travailleur autonome et maître de son emploi du temps se dissimulent en réalité des « *workers* » subissant les rythmes de travail et les rémunérations ridicules imposés par l'algorithme. Le découpage en tâches toujours plus insignifiantes, couplé donc à cette mise au ban volontaire du salariat (car non employé directement par les plateformes), a fait émerger un nouveau prolétariat, toujours plus aliéné, sous-payé et privé des protections sociales.

L'algorithme quant à lui, fleur de lance de cette technologie dernier cri, repose en réalité sur le travail de petites mains. Le mythe s'étiole encore davantage, pourtant la « plateformisation » reste vendue comme la solution pour endiguer les chutes de productivité exposées par Cédric Durand.

L'éthique défendu par les premiers hackers s'est ainsi très vite dissoute dans une forme bien à eux d'orthodoxie néo-libérale. Bien loin de la libre concurrence, les plateformes, pour exister et survivre, se sont érigées en monopole. De plus, comme le souligne Sricek, les plateformes avec leur théologie de la concentration de la propriété deviennent peu à peu « des écosystèmes clos », quitte à facturer l'accès aux données[34]. Les plateformes rendant payant un service autrefois gratuit du fait de leur position de force sur le marché et du degré de dépendance façonné avec les années commencent à émerger (Twitter, Spotify, Youtube etc..). Associé à la stagnation de l'économie et à la baisse du niveau de vie, le risque serait alors de voir apparaître une fracture numérique importante dans les sociétés occidentales. Envolés donc la libre circulation des données et le partage d'informations cher aux premiers hackers.

Loin de révolutionner ou de dépasser le capitalisme, les plateformes en poursuivent les mêmes logiques, voire les exacerbent. Rationalisation à outrance, externalisation, sous-traitante du travail non qualifié et sous payé : les tendances décelées par Casilli renvoient au tâcheronnage du XIXe siècle. Ellul dans son célèbre *Bluff Technologique*[35] déconstruisait lui aussi ce mythe :

> « […] la société technicienne ou informatique, ne sont pas des systèmes destinés à produire ni des biens de consommation, ni du bien-être, ni une amélioration de la vie des gens, mais uniquement à produire du profit. Exclusivement. »

C'est aussi la faiblesse de Zuboff. Le capitalisme de surveillance est selon elle un capitalisme « malade » qu'il faudrait soigner. Zuboff n'œuvre donc pas pour une remise en cause profonde du système et de ses tendances déviantes.

Le monde numérique solutionniste, de par ses tendances féodales, est donc plus proche d'une régression que de l'éclosion d'une véritable révolution émancipatrice. La plateforme privée, loin de résoudre la démocratisation de la culture ou de mettre en relation des individus isolés, génère inlassablement son lot de problèmes. Une énième contradiction au sein d'une liste qui ne cesse de s'étendre. Mais au-delà du caractère hypocrite d'une telle idéologie, cette dernière est également porteuse de nombreux dangers pour nos organisations politiques actuelles.

Dangers

Syncrétisme public-privé

Nous le rappelions dans les sections précédentes, les politiques ont au départ fixé les objectifs du développement technologique et de la recherche scientifique. On pensera au nucléaire en France ou à l'Arpanet aux États-Unis. Mais « l'État stratège », depuis le basculement opéré dans les années 1990, a dû jouer des coudes pour s'assurer que les acteurs de l'innovation (développeurs, hackers et entrepreneurs), aussi difficiles à maîtriser soient-ils, n'emploient pas leurs compétences et les ressources existantes pour s'émanciper une bonne fois pour toutes. De cette tension a émergé une nouvelle forme d'organisation que Morozov nomme « État-Solutionniste ».

La « start-up nation Macronienne », véritable ode technophile, est pour ainsi dire proche du concept de Morozov. Données sur le terrorisme confiées à la société Palantir[36] pour en optimiser la gestion, caméras piétonnes et drones dans la très décriée « loi sécurité globale » pour résoudre nous dit-on à l'insécurité, voire expérimentations en tout genre sur la reconnaissance faciale pour assister la « gestion » les foules et prédire les comportements… Sur ce sujet particulier, précisons que plusieurs expérimentations ont été menées en collaboration étroite avec des compagnies privées, le tout sans consultations publiques d'envergure (« Su2cre »[37] et « VOIE »).[38] Cette foi démesurée, alliée à l'appel d'air d'une concurrence internationale, empêche une nouvelle fois toute réflexion majeure.

Mais la France n'est évidemment pas la seule à céder à cette facilité. Bruxelles voit dans la

technologie une formidable ressource. Preuve de la capacité du solutionnisme à adresser toutes les situations, le « problème » migratoire est en ce sens un défi supplémentaire. L'Union européenne engage ainsi des financements pour le dispositif de contrôle aux frontières iBorderCtrl dès octobre 2018. L'année suivante, Amesty international interroge ces outils d'un nouveau genre[39]. IBorder permettrait la « reconnaissance émotionnelle » d'un migrant par l'analyse de ses expressions faciales.

Nous ne sommes pas évidemment en face d'un cas isolé. D'autres méthodes tout aussi discutables sont en préparation. Roborder, développé depuis 2017, permettrait monts et merveilles[40]. Détection automatique des « menaces », temps de réponse dans la minute, capteur en tout genre, bref, l'arsenal technologique complet. Le fabricant évoque évidemment « des solutions aux défis transfrontaliers actuels ». Loin d'essayer de concevoir les tenants et aboutissants des phénomènes migratoires, loin de réfléchir sur des politiques d'accueil appropriées et décentes, le premier réflexe consiste à poser des dispositifs de contrôles afin « d'endiguer » le phénomène. Ceci révèle également la manière dont le solutionnisme technologique déplace les questions et répond bien souvent à côté, se congratulant chaleureusement au passage.

Devant des politiques ralliés à cette cause, difficile d'imaginer la puissance publique en garde-fou face à ces dérives technologiques. L'État, nous venons de le voir, apparait complètement dominé par l'impératif technique, menant inexorablement vers davantage de coercition dans ces périodes troublées par les crises successives (la Covid-19 n'a rien arrangé à l'affaire, draguant avec elle presque inexorablement ses applications de *tracing* et ses QR codes/passes sanitaires). Sur le sujet, Morozov est catégorique sur le futur d'une telle tangente :

> « Nous risquons de nous retrouver avec une politique dépourvue de tout ce qui la rend souhaitable, avec des humains ayant perdu leur capacité innée de raisonnement moral, avec des institutions culturelles moroses – si ce n'est moribondes – qui ne prennent aucun risque et ne se soucient que de leurs résultats financiers et, plus terrifiant encore, avec un environnement social parfaitement contrôlé qui rendrait toute contestation non seulement impossible, mais également inconcevable »[41].

Bon gré, mal gré, puissance publique et secteur privé sont donc parvenus à une sorte de syncrétisme, où les aspirations régaliennes des géants numériques se mêlent au désir naturel de l'État de se reproduire. Mais si nous dénoncions précédemment la domination de l'impératif technique sur l'État, il en va de même pour les firmes privées. Cette hypothèse rejoint en un sens la thèse d'une autonomie de la Technique, mais l'objet de cette maigre contribution n'est pas là. Nous renverrons pour ce faire aux travaux déjà nombreux de Günther Anders, Lewis Mumford ou Jacques Ellul… Il est en tout cas assez évident que les deux blocs (public-privé) y voient un vecteur de puissance incommensurable (au sens d'Heidegger). Comme le rappelait Morozov dans un article pour le *Monde diplomatique* :

> « Le véritable évangile des géants du numérique, consacré et encensé par les États, consiste à innover au nom de la conservation ».[42]

Techno-Utopiste

Devant le poids des mastodontes numériques, la question de leur influence sur l'ordre mondial suscite des craintes légitimes. Le fragile équilibre entre puissance publique et privée pourrait-il durer ? Au-delà de « l'État Solutionniste », proche du stade technocratique au sens d'Habermas[43], pourrait-on imaginer une trajectoire encore plus morose ? Les articles suggérant des glissements voire un renversement de souveraineté ont en tout cas tendance à se multiplier.

Le papier récent de Ramon Blecua[44] est assez représentatif d'une telle pensée. Il évoque lui aussi le retour à une ère médiévale, un chaos où des firmes émancipées viendraient contester le pouvoir établi. En revanche, contrairement à C. Durand, son analogie porte davantage sur des questions de souveraineté que sur le mode de production. Il écrit :

> « La privatisation des technologies de surveillance et des services militaires aux États-Unis montre que même *l'hégémon* mondial est susceptible de perdre ce qui définit l'autorité d'un État : le monopole de l'usage légitime de la force pour assurer l'ordre et la sécurité. […] ». Il poursuit : « Robert Kaplan avait ainsi remis en cause les certitudes de l'après-guerre froide et prédit que le nouveau millénaire conduirait à un retour au chaos du Moyen-Âge ».

Au-delà des quelques clichés sur le chaos moyenâgeux, le discours tenu par Blecua semble porter les États comme seuls garants possibles de l'ordre mondial. Sans que ceci soit totalement erroné, n'oublions pas leur degré de dépendance aux dispositifs technologiques et leur fascination de la puissance qu'ils développent. Ils semblent être pour le moment bien mal partis pour endosser leur rôle de protecteurs de la vie privée des citoyens (Affaire Snowden ; Fichier TAJ). La privatisation des technologies de surveillance, bien réelle au demeurant, n'est pas ce qui renverra le monde au « chaos du Moyen-Âge », mais bien l'expansion de dispositifs technologiques sans aucun garde-fou d'un côté comme de l'autre. Car face au constat effectué depuis le début de ce texte, tout indique que nos joyeux startupers se laissent emporter dans leurs envies et que la puissance publique, devant son niveau de dépendance, sa difficulté d'appréhension et sa crise profonde de légitimité actuelle, ne pourra endiguer toutes dérives. Des dérives que l'on voit poindre chaque jour et qui suscitent déjà inévitablement certains questionnements.

Au-delà des envies de démantèlement des plateformes proférées par l'aile gauche démocrate américaine (Warren, Sanders), certaines instances s'interrogent sur l'influence et le pouvoir détenu par ces entreprises. Des évènements sûrement anecdotiques et qui ne sont *in fine* qu'une énième manifestation du credo néo-libéral sur la libre concurrence, mais qui méritent d'être rappelés. Ainsi, les récentes auditions de Mark Zuckerberg devant le congrès américain ont fait date. Même si l'affaire fait davantage office de campagne de communication pour la maison américaine, les réflexions s'aiguisent. Plus récemment, 48 États fédéraux ont attaqué en justice une nouvelle fois le patron de Facebook. La FTC (Federal trade commission) en charge de la bonne santé du marché, incite vigoureusement Facebook à faire preuve de plus de « fairplay » dans ces méthodes.[45] L'institution reproche des positions abusives vis-à-vis de la concurrence au travers du rachat des plateformes WhatsApp et Instagram. Un caillou dans la basket de Zuckerberg qui compte bien riposter. L'attaque plus symbolique qu'autre chose là encore, démontre tout de même un questionnement. Rappelons enfin que c'est bien la même FTC qui avait quelques années auparavant validé l'autorisation d'achat des deux compagnies par le réseau social. Une

position quelque peu schizophrénique, preuve que les contradictions ne sont pas l'apanage des seuls solutionnistes. On rappellera rapidement ici la situation chinoise, État Solutionniste par excellence, qui semble avoir résolu cette problématique en contrôlant vivement les firmes financièrement mais aussi en les colonisant à l'aide des membres du parti. Toutes dérives restent sévèrement punies, nous prendrons l'exemple du directeur d'Alibaba pour appuyer nos propos.

Si l'on est encore loin d'un remplacement de l'État par des firmes privées, certains solutionnistes en rêvent déjà. Morozov nomme ces cas extrêmes des « techno-utopistes ». Loin de vouloir diminuer la part de politique au profit d'experts techniques comme le voudrait une technocratie lambda, leur idéal consiste à vouloir remplacer purement et simplement le politique. Une vision qui peut prêter à sourire mais à prendre très au sérieux selon Morozov.

Jerry Rubin, techno-utopiste notoire et au passage l'un des premiers investisseurs d'Apple, détournait en 1985 dans un de ces livres un des slogans de mai 68 : « dans une société qui abolit toute aventure, la seule aventure possible c'est l'abolition de cette société »[46]. La révolution portée par ces individus serait donc double. Elle consisterait, premièrement, à balayer le capitalisme d'affaires par un capitalisme entrepreneurial, et deuxièmement à prendre le contrôle des institutions tout en niant le caractère politique de la démarche.

Il faut dire que le fonctionnement politique (et démocratique de surcroît) est souvent boudé par ces magnats. Si l'on met de côté les campagnes de lobbying massives, il est souvent, dans la bouche de ces techno-utopistes, discrédité voire jugé inefficace. Morozov rappelle à ce titre les propos de Bill Maris à la tête du capital-risque de Google : « La politique du gouvernement me fait froid dans le dos. Là-bas, les mécanismes sont rouillés, c'est lent, compliqué et personne n'y comprend rien »[47].

La politique apparaît donc comme une technologie dépassée et ses rouages rouillés doivent être démantelés pour rebâtir une vision où la rationalité scientifique et l'efficacité remédient à la volonté humaine. Des thèses présentéescomme « fortement innovantes », mais qui rappellent désespérément les préceptes saint-simoniens. Dans cette confusion, il se pourrait en effet que certains patrons plus radicaux cherchent à se délester des entraves d'un État trop dirigiste ou re-distributeur renouant avec les utopies libertariennes des débuts. Dans ce courant chaotique, un personnage digne d'un roman de Ayn Rand se détache.

Peter Thiel, l'antagoniste

Peter Thiel est-il un profil à part dans le microcosme de la Silicon Valley ? Pour certains spécialistes il serait en réalité le porte-étendard de la mouvance techno-utopiste[48]. Il ne cesse en tout cas de défrayer la chronique par ses prises de position radicales. Soutien officiel de Donald Trump, il semble bien loin de la décontraction démocrate de certains de ses voisins de palier. Cet américain d'adoption, né dans une Allemagne encore divisée, a en tout cas à cœur de faire la démonstration de son assimilation réussie : « Je suis fier d'être gay ! Je suis fier d'être républicain ! Et par-dessus tout, je suis fier d'être américain ! ».[49]

Après des investissements réussis dans Facebook et la création de Paypal en 1998, Peter Thiel fonde Palantir Technologies en 2003. Société spécialisée dans l'analyse de données, elle ne tarde pas à se faire une place dans la machinerie du capitalisme de surveillance.

Cofinancée à ses débuts par In-Q-Tel, c'est donc sans surprise qu'elle accède aux portes des organisations de renseignement américaines. Dans un contexte de menace terroriste constante, son programme « Gotham » termine de séduire les services secrets du monde entier.

Des positions stratégiques inquiétantes (sécurité ; santé[50]), d'autant que Peter Thiel possède toutes les caractéristiques du profil solutionniste. Il est pour ainsi dire l'antagoniste parfait. Libertaire, transhumaniste convaincu, il est aussi de manière non étonnante un fervent admirateur d'Ayn Rand. Un tel degré de synthèse qui ne laisse présager aucun doute sur ses intentions. Noam Cohen, journaliste et auteur d'un livre sur la montée en puissance des revendications politiques de la Valley, exprime-lui aussi ses craintes : « Nous sommes engagés dans une course à mort entre la politique et la technologie a-t-il (Peter Thiel) assuré un jour. Selon lui, « le sort de notre monde dépend d'un seul individu, d'une personne, qui sera capable de bâtir et diffuser des outils technologiques favorisant la liberté et permettant un monde plus sûr pour l'épanouissement du capitalisme »[51].

Véritable homme providentiel, son sens de l'investissement a scellé sa fortune et sa capacité d'action. Dans son portrait du monde, l'État ne tient pas la part belle. En cela, il vient déjouer tous les pronostics qui voudraient voir perdurer une sacro-sainte relation de partenariat entre pouvoir politique et privé au sein de la maison américaine. Thiel se rêve en réalité à la tête d'une oligarchie éclairée par une technologie surpuissante. Dans un célèbre texte publié par le *think tank* libertarien Cato Institute, il déclare : « Je dois confesser que ces vingt dernières années, j'ai changé radicalement. Par-dessus tout, je ne crois plus que liberté individuelle et démocratie soient compatibles »[52]. Une phrase qui résonne comme l'exact opposé de celle d'Aristote : « Le principe fondamental du régime démocratique, c'est la liberté »[53].

Face à cette perspective dystopique de la surveillance par les algorithmes, que reste-t-il comme marge de manœuvre aux populations ? Morozov donne en tout cas les clefs de la réflexion à mener :

> « Chaque fois que les entreprises technologiques se plaignent que notre monde cassé doive être réparé, notre impulsion initiale devrait être de nous poser la question : comment savons-nous que notre monde est cassé et est-ce exactement de la même manière que la Silicon Valley le prétend ? Et si les ingénieurs avaient tort ? Et si la frustration, l'incohérence, l'oubli et même l'esprit partisan, étaient en fait les caractéristiques qui nous permettent de devenir les acteurs sociaux complexes que nous sommes ? ».

Devant l'apparente simplicité du monde décrit par les solutionnistes, il est plus que jamais primordial d'exprimer pleinement toute la complexité humaine.

Ultima verba

L'idée de cette contribution n'est pas de fustiger le progrès technique, mais de questionner les dérives d'une pensée unique et ultra-dominante. En effet, derrière un monde où le progrès serait résumé à l'innovation technologique, un monde où le bonheur serait devenu artificiellement conçu, un monde où seul compte l'efficacité et la performance, quelle place

pour l'humain et ses failles ? Le doute, l'hésitation, tout ce qui encombre et ralenti doit être résolu. Le transhumaniste (cousin dégénéré du solutionnisme) tente ainsi par la technologie de combler les « lacunes » imposées par nos corps imparfaits. L'idée surgi alors de percevoir l'humanité uniquement sous le spectre de défi d'ingénierie. Sauf que le solutionnisme omet en réalité, volontairement ou non, nombre d'éléments dans l'équation.

Ses adeptes ont atteint de tels degrés de fanatisme de la machine et une telle foi qu'il n'est plus permis de penser que derrière l'émergence de solutions surgit de nouvelles problématiques. Un manque de recul qui vient avant tout d'un mode de pensée qui place ontologiquement la technologie du côté du bien. Ce constat vaut bien sûr tant pour des hackers soi-disant « éthiques », voulant placer les technologies au service de la démocratie radicale, que pour des techno-utopistes comme Thiel. Ces deux cas extrêmes se figurent souverains.

Mais est-il encore bon de rappeler que plus le sujet humain se figure souverain, moins il perçoit à quel point il est affecté par les techniques auxquelles il recourt et plus il devient la marionnette de ses propres dispositifs ? Amalgamant « effets » et « usages », impossible alors d'imaginer que la technologie, par ces modes insidieux et indolores, pénètre les corps et les esprits, générant des degrés de dépendance hors du commun. Prisonniers dans leur schéma de pensée, les solutionnistes ne peuvent émettre la moindre critique sur leurs pratiques. Pris dans un système technique plus large, leur appréhension du vivant est subordonnée à l'informatique et ses règles, enfermés dans leur diktat booléen (0 ou 1), le monde qui les entoure n'a plus aucune sorte de nuance, aucune dialectique.

Il est donc primordial de sortir de ces carcans, de repenser le progrès et notre rapport à la nature, non pas dans un fétichisme prémoderne, mais bien dans une réunion de la nature et de la technique, synonyme d'une véritable postmodernité. Ellul, toujours dans *Le système technicien*, avertissait :

> « Toute science, étant devenue expérimentale, dépend de la technique qui seule permet de reproduire techniquement les phénomènes. Or, cette technique reproduit abstraitement la nature pour permettre l'expérimentation scientifique : d'où la tentation de contraindre la Nature à se conformer aux modèles théoriques, de réduire la nature à l'artificiel technoscientifique »[54].

L'argument « scientifique », traditionnellement opposé à l'obscurantisme, fait alors passer la moindre opposition pour technophobe et anti-progrès. Afin de répondre aux détracteurs et en guise de conclusion, il est toujours bon de rappeler les paroles sages de Lewis Mumford :

> « Ce ne sont pas les produits mécaniques ou électroniques en tant que tels que nous mettons en cause mais le système qui les produit sans référence aux besoins humains et sans rectification quand ces besoins ne sont pas satisfaits »[55].

*

Crédit photo : Daniel Falcao on Unsplash.

Notes

[1] Evgeny V. Morozov, Pour tout résoudre, cliquez ici : l'aberration du solutionnisme technologique, FYP éditions, 2014.

[2] Geoff White, Facebook's not only about money says Zuckerberg , Channel 4, Février 2012.

[3] Jacques Ellul, Le système technicien, (Calmann-Lévy 1977), Cherche Midi, 2012.

[4] Henri Lefebvre, *Position : contre les technocrates*, Paris, Éditions Gonthier, 1967.

[5] Stanford University, A History of Stanford.

[6] Nobel Prize Organisation, William B.Shockley Biographical.

[7] Robert Cohen & Reginald E. Zelnik, The Free Speech Movement : Reflections on Berkeley in the 1960's, First Edition, 2002.

[8] Fred Turner, Aux sources de l'utopie numérique : De la contre-culture à la cyberculture, Steward Brand, un homme d'influence, C&F Edition, 2021.

[9] Jonathan Bourguignon, Internet année zéro : De la Silicon Valley à la Chine, naissance et mutations du réseau, Editions Divergences, 2021.

[10] Roger Clarke's Web-Site, Information Wants to be Free…

[11] Aimee Groth, Does Silicon Valley need even more Ayn Rand to fix its ethical crisis, Quartz, Juillet 2017.

[12] Ayn Rand, La Vertu d'égoïsme, Les Belles Lettres éditions, 2008.

[13] Alain Laurent, Ayn Rand ou la passion de l'égoïsme rationnel, Les Belles Lettres éditions, 2011.

[14] Ayn Rand, La Vertu d'égoïsme, *op. cit*.

[15] George Monbiot, How Ayn Rand became the new right's version of Marx, *The Guardian*, Mars 2012.

[16] The 1990's technology boom and bust, Minsky Meets Wicksell: Using the Wicksellian Model to Understand the Twenty-First Century Business Cycle, 2009.

[17] Henning, Neal Mercedes, « La politique économique extérieure de Clinton« , *Politique étrangère*, vol. 59, n°4, 1994, pp. 971-982.

[18] Anne Laurent, Bill Clinton-Jiang Zemin : le sommet de toutes les arrière-pensées, *Les Echos*, octobre 1995.

[19] Cédric Durand, Techno-féodalisme : Critique de l'économie numérique, La Découverte, 2020, p. 35.

[20] Michel Ktitareff, Etats-Unis : l'administration Clinton finance abondamment les hautes technologies, *Les Echos*, Janvier 1998.

[21] Olivier Tesquet, A la trace : Enquête sur les nouveaux territoires de la surveillance, Premier Parallèle, 2020.

[22] OCDE Library, Making life easier, richer and healthier : Robots, their future and public policy, 2021, p. 6.

[23] Arnaud Jeulin, Krach boursier des valeurs technologiques (2000-2003), Mataf.

[24] J. Bouguignon, *Internet, année zéro*, *op. cit.*, p. 111.

[25] Nick Srnicek, Capitalisme de plateforme : L'hégémonie de l'économie numérique, Lux Editeur, 2018, Page 48

[26] *Ibid*., p. 96.

[27] C. Durand, *Techno-féodalisme, op. cit*.

[28] *Ibid*., p. 205.

[29] R. Gordon et H. Sayed, The Industry Anatomy of the Transatlantic Productivity Growth Slowdown, NBER Working paper, mars 2019.

[30] C. Durand, *op. cit.*, p. 92.

[31] Shoshana Zuboff, L'Âge du capitalisme de surveillance, Editions Zulma, 2020.

[32] Antoinette Rouvroy & Thomas Berns, Gouvernementalité algorithmique et perspectives d'émancipation : Le disparate comme condition d'individuation par la relation ?, *Réseaux*, n° 177, 2013, p. 163-196.

[33] Antonio Casilli, En attendant les robots : Enquête sur le travail du clic, Seuil, 2019.

[34] N. Srnicek, *op. cit.*, p. 127-128.

[35] Jacques Ellul, Le bluff technologique, Fayard, 2017 [1988], p. 571.

[36] Louis Adam, Palantir : La DGSI persite et (re) signe, Zdnet, Novembre 2019.

[37] Projet S2ucre, Appel à projet franco-allemand.

[38] CNIL, Vidéoprotection sur la voie publique, décembre 2019.

[39] Lucien Begault, Les technologies automatisées et l'avenir de la forteresse Europe, Amnesty International, Mars 2019.

[40] Roborder project, Illegal border-related activities.

[41] Evgeny Morozov, The Perils of Perfection, *The New York Times*, Mars 2013.

[42] Evgeny Morozov, La rébellion ou la survie, *Le Monde Diplomatique*, Mai 2019.

[43] Fourez Gérard sur Jürgen Habermas, La technique et la science comme « Idéologie ». *Revue Philosophique de Louvain*. tome 72, n°15, 1974, pp. 621-624.

[44] Ramon Blecua, « L'ère du féodalisme digital« , *Le Grand Continent*, mai 2020

[45] Federal Trade Commission, FTC's 5 billion dollars Facebook settlement : Records breaking and history-making, Juillet 2019.

[46] Jerry Rubin, *DO IT !*, Seuil, 1973.

[47] Evgeny Morozov, *Pour tout résoudre…, op. cit.*, p. 140.

[48] Noam Cohen, *The Know-It-Alls: The Rise of Silicon Valley as a Political Powerhouse and Social Wrecking Ball*, New Press, 2017.

[49] Discours convention républicaine, 21 juillet 2016 à Cleveland.

[50] Helene Fouquet ; Albertina Torsoli, Palantir in talks with Germany, France for Virus-Fighting tool, Bloomberg, Mars 2020.

[51] Noam Cohen, The rise of Silicon Valley as a political powerhouse and social wrecking ball, Oneworld, 2017.

[52] Peter Thiel, The Education of a Libertarian, Cato Unbound, 2009.

[53] Aristote, *Les Politiques*.

[54] J. Ellul, *Le système technicien, op. cit*., p. 137.

[55] Lewis Mumford, *Le mythe de la machine : Technique et développement humain*, Editions de l'encyclopédie des nuisances, 2019 [1974].